

# Quand l’Afrique (du Sud) avait la bombe #1

Laurent Touchard

Jeune Afrique, 8 juillet 2013

**Laurent Touchard travaille depuis de nombreuses années sur le terrorisme et l’histoire militaire. Il a collaboré à plusieurs ouvrages et certains de ses travaux sont utilisés par l’université Johns-Hopkins, aux États-Unis. Il revient sur un épisode un peu oublié de la guerre froide, quand l’Afrique du Sud des Afrikaners a développé un programme nucléaire militaire, sous le régime raciste de l’apartheid. Troisième et dernière partie de la série.**

Une partie des bombes de 500 kilos tombent à côté de l’objectif, mais la marge d’erreur est d’une centaine de mètres. Plus du tiers des 84 000 tonnes larguées – 42 bombes par avion – réduisent en miettes ce qui est touché. Les postes de garde disparaissent dans des nuages de poussières, de gravats, les sentinelles sont pulvérisées. Les clôtures sont soufflées, les bâtiments éventrés s’effondrent. La voiture d’un technicien qui arrivait à son travail est réduite en charpie et l’amas de métal décheté est propulsé à plusieurs mètres, dans les airs. À vingt mille pieds dans le ciel, les quatre Tu-22M2 Backfire-B partis de Luanda presque trois heures plus tôt, volant d’abord à basse altitude, font déjà demi-tour.

Deux Mirage F1CZ du 3 Squadron,

suivis d’une autre patrouille, cette fois-ci de Mirage IICZ du 2 Squadron, décollent de la base de Waterkloof 16. Il est déjà trop tard. Les officiers de veille de la défense aérienne n’imaginaient pas un tel raid possible. En dehors des Tu-95 Bear-D qui mènent parfois de longues missions de reconnaissance maritime au-dessus de l’Atlantique Sud à partir de Luanda, aucun avion angolais ou cubain n’a l’allonge pour atteindre Pretoria et ses environs... En outre, les radars ont été aveuglés par les contre-mesures électroniques de bord des bombardiers. Le bilan est net : les installations sud-africaines de traitement de l’uranium de Valindaba n’existent plus...

À l’instar du roman « Vortex » de Larry Bond (1991), dans lequel Pretoria fait usage d’une arme atomique contre les forces cubaines en Angola, ces lignes relèvent de la pure fiction. Pourtant, comme le rapporte une taupe sud-africaine travaillant pour le GRU (Service de renseignement militaire russe), en 1976 Moscou aurait envisagé de mener une frappe aérienne préventive contre le centre nucléaire sud-africain de Pelindaba, près de Pretoria, afin d’empêcher l’Afrique du Sud d’achever la construction d’une usine d’enrichissement d’uranium (à Valindaba) et de disposer ainsi des

moyens de fabriquer la bombe... C'est l'un des épisodes de cette histoire de programme hautement secret, d'une guerre entre grandes puissances par « proxy » interposés, où se mêlent paranoïa et réalité, défis technologiques et chauvinisme, inconscience, rivalités géopolitiques et espionnage au cœur de l'Afrique, que nous allons raconter.

## La genèse

Tout commence avec le projet Manhattan, destiné à la conception de la première bombe atomique. Les Américains convoitent alors les ressources en uranium, minerai nécessaire à la réalisation de l'arme. Or, le sous-sol d'Afrique du Sud est riche. À la fin de la Seconde guerre mondiale et le début de la Guerre froide, les Britanniques emboîtent le pas, tandis que des techniques d'extraction sont développées conjointement avec les États-Unis. Pour gérer l'exploitation du minerai, Pretoria met en place une structure dédiée : l'Atomic Energy Board (AEB). À ce stade, 90 techniciens et scientifiques sont formés de l'autre côté de l'Atlantique en contrepartie de 40 000 tonnes d'oxyde d'uranium.

Soucieuse de s'assurer un approvisionnement constant en uranium pour le développement de son arsenal nucléaire et son industrie civile, Washington signe un nouvel accord de collaboration avec Pretoria, en 1957. En échange de l'uranium local, d'autres scientifiques se rendent aux États-Unis qui fournissent aussi un réacteur nucléaire en 1965, implanté à Pelindaba, le SAFARI-1, ainsi que son combustible nucléaire. Deux ans plus tard, Pretoria possède un second réacteur de recherche, lui aussi à Pelindaba, le SAFARI-2.

À la même époque, Américains et Soviétiques s'intéressent à l'utilisation pacifique des explosifs nucléaires pour des travaux d'ampleur. Washington envisage de créer des havres portuaires par ce biais. D'autre part, des essais sont menés pour l'exploitation de ressources naturelles. Pis, en URSS, des explosions de nature économique ou scientifique (études sismiques) ont lieu par dizaines, avec les résultats que l'on imagine pour la santé publique et l'environnement ! L'AEB se penche sur la question en 1969 : la technique explosive aurait son utilité pour l'extraction minière. De fait, en 1971, le ministre des Mines Carl De Wet donne son accord pour le lancement d'un programme de recherche sur les « peaceful nuclear explosion » (PNE). Forts de leur expérience acquise avec les réacteurs de recherche et en Amérique, scientifiques et ingénieurs sud-africains se mettent donc au travail.

Ce programme civil constitue l'origine du cheminement vers le programme nucléaire militaire. Les sources diffèrent pourtant à ce sujet. En effet, certains observateurs et chercheurs évoquent 1968 ou 1969, un rapport de la CIA mentionne 1973 et le président De Klerk, qui dirigera le pays de 1989 à 1994, parlera de 1974, ce que confirmeront par la suite les inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), alors qu'ils contrôleront les installations sud-africaines. Enfin, le docteur Waldo Stumpf, directeur de l'agence nucléaire sud-africaine affirmera pour sa part que le programme conservera – formellement – sa nature civile jusqu'en 1977. Enfin, pour des responsables de la société d'armement nationale (Armaments Corporation, ARMSCOR), le Premier ministre P. W. Botha or-

donnera le lancement du programme militaire en octobre 1978.

1968 ou 1969, 1971, 1973, 1974, 1977 ou 1978 ? Quoi qu'il en soit, cette étude sur les PNE représente une étape importante du nucléaire militaire sud-africain, à une époque où il apparaîtrait que l'Angola et le Mozambique ne resteront pas éternellement des colonies aux mains des Portugais. Or, les mouvements de guérilla qui affrontent ces derniers sont soutenus (au moins en paroles) par les puissances communistes que sont l'URSS et ses alliés d'une part, la Chine d'autre part. Si le Portugal abandonnait ses territoires africains, il céderait la place à des organisations clairement hostiles au régime de Pretoria. Ces pays désormais indépendants serviraient de sanctuaire au South-West African People Organisation (Swapo), autre guérilla qui se bat pour l'indépendance du Sud-Ouest africain (future Namibie), protectorat sud-africain... En conséquence de quoi, l'idée d'une arme atomique germe probablement dès la fin des années 1960 dans la tête de ceux qui devinent des périls futurs.

L'enrichissement de l'uranium

L'année 1974 représente une autre étape importante pour trois raisons. Premièrement, si la République sud-africaine (RSA) dispose de vastes ressources en uranium, elle dépend des États-Unis pour le traitement du minerai qui sert ensuite de combustible aux réacteurs. Pretoria affiche rapidement sa volonté d'indépendance en la matière, en construisant l'usine d'enrichissement de Valindaba (Pelindaba-est), désignée « Usine-Y » (« Y-plant »). Pour se faire, au fil des années, elle bénéficie de l'aide plus ou moins directe d'Israël, de la France, mais aussi, de l'Allemagne de l'Ouest.

Deuxièmement, un rapport conclut à la faisabilité technique des PNE. Le Premier ministre John Vorster approuve donc un programme dans ce sens. Il alloue également des fonds pour la construction d'un site d'essai, à Vastrap, dans le désert du Kalahari ; un premier puits destinés aux tests nucléaires en sous-sol est creusé. Inondé, il doit être abandonné au profit d'un second, de 385 mètres de profondeur. Bien que civil, l'ensemble du projet doit rester secret, en théorie pour éviter les réactions de la communauté internationale, à l'image de celles qu'engendre l'essai nucléaire indien du mois de mai 1974.

Troisièmement, la région sombre dans le chaos avec la confusion qui règne en Angola, au Mozambique et en Rhodésie. Un mémorandum de 1975 recommande l'acquisition d'armes nucléaires, éventuellement israéliennes, montées sur des missiles balistiques israéliens Jericho-1. L'objectif est de décourager tout chantage de la part d'organisations terroristes qui se verraient dotées d'armes nucléaires tactiques par la République populaire de Chine. Il y a là une allusion au soutien chinois dont bénéficie la Zimbabwe African National Liberation Army (ZANLA) en Rhodésie. En ce qui concerne la présence portugaise, la Révolution des œillets au Portugal, qui précède un retrait des colonies africaines, conduit les mouvements politiques et de guérilla locaux à s'affronter pour occuper l'espace vide. Fortement encouragée par les États-Unis, l'Afrique du Sud s'implique dans la guerre civile en 1975, aux côtés de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita).

L'intervention n'a pas simplement pour objet d'empêcher l'organisation

marxiste qu'est le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) ou d'influence maoïste qu'est le Front national de libération de l'Angola (FNLA) – d'ailleurs appuyé directement par le Zaïre et vaguement allié de l'Unita – de s'emparer du pouvoir en Angola, mais également de maintenir l'encerclement autour de la Swapo. Malheureusement pour Pretoria, les activités de la CIA en Angola sont révélées aux États-Unis. Face au Congrès et à une partie de l'opinion publique qui, après le Vietnam, ne veulent plus d'aventures guerrières, Washington est contraint de s'éclipser, même si elle continuera de sous-traiter sa guerre sur place, notamment via le Service de documentation et de contre-espionnage (SDECE) français, ancêtre de la DGSE.

#### L'interventionnisme de Cuba

Autre conséquence dommageable, l'opération Savannah qui voit les soldats sud-africains encadrer les guérilleros de l'Unita dans leur « chevauchée » vers Luanda, provoque l'intervention massive d'un État communiste : Cuba. Orienté vers ce pays frère par Moscou, le MPLA ne reçoit d'abord qu'une aide limitée, avec des conseillers militaires et l'acheminement de matériel. Toutefois, l'offensive éclair des groupements interarmes sud-africains et de l'Unita amène Fidel Castro à déployer des forces considérables, seul, puis avec l'aide de Moscou. L'Afrique du Sud domine militairement, mais les troupes cubaines constituent un adver-

saire autrement plus redoutable que les ex-rebelles du MPLA sans entraînement, sans véritable cohésion et mal armés. À la même époque, alors que dessine le péril de voir les T-55 et BTR-60 cubains déferler sur l'Afrique de l'Ouest (Namibie), l'administration américaine – qui a lâché la RSA en Angola – se montre de plus en plus insistante afin que Pretoria signe le Traité sur la non prolifération des armes nucléaires (TNP). Pour ne rien arranger, un accord de défense naval avec la Grande-Bretagne prend fin et n'est pas reconduit.

Face à ce que les responsables sud-africains perçoivent comme une trahison de Washington, dans un contexte d'isolement diplomatique de plus en plus marqué qu'induit l'apartheid et exacerbe la sanglante répression des émeutes de Soweto en juin 1976, disposer de l'arme nucléaire apparaît comme une impérieuse nécessité. C'est là une question de survie pour des dirigeants dont la paranoïa est alimentée par des événements et des menaces bien réelles. Dans cette logique, ils se rapprochent davantage d'Israël, également esseulé. En avril 1976, le Premier ministre Vorster se rend sur place et il est probablement question d'un renforcement de la collaboration dans le domaine du nucléaire. L'État hébreu fournit de la documentation technique, forme des personnels en échange d'au moins 300 tonnes d'uranium cédées dans le courant des années 1970...